

**Non à la régression sociale**

Plus de 150 000 personnes ont manifesté dans plus de 170 villes de France, pour l'emploi, l'augmentation des salaires, plus de services publics et un régime de retraite par répartition solidaire et intergénérationnel.

Ces revendications sont légitimes car elles répondent aux besoins de financement nécessaires pour améliorer notre système de retraite reconnu comme un des meilleurs au monde.

Combattre le chômage, imposer l'égalité salariale entre les femmes et les hommes sont, entre autres, des propositions que le gouvernement doit entendre.

Cette première journée nationale interprofessionnelle de mobilisations du 24 septembre est le début d'un processus de luttes contre le projet de retraite par point Macron-Delevoye qui remet en cause le fondement même de notre contrat social.

Elle fait suite à de nombreuses et importantes luttes professionnelles de ces derniers jours : RATP, Santé, EDF, Finances Publiques, avocats et personnels de santé.

Dans le secteur postal, de nombreux sites étaient en grève. Cette journée appelle à encore plus de convergences des luttes. Notamment comme cela a été le cas à Paris où les travailleurs des plateformes comme « DELIVEROO » ont répondu présents pour exiger une couverture sociale. La CGT exige de vivre décemment de notre travail, un système fiscal juste et des pensions de haut niveau dans un système par répartition renforcé et financé.

La CGT persiste dans sa volonté de travailler au rassemblement du plus grand nombre, et dans ce sens, poursuit ses contacts pour une unité la plus large.

**Branche Poste****Cadres de la Poste, la parole se libère !**

Déjà dénoncé par la CGT- FAPT à maintes reprises, le reportage explosif de France 2, intitulé « La Poste sous tension » dresse un constat sans appel de la situation de souffrance dans laquelle se trouvent de nombreux cadres. Soumis à des objectifs de plus en plus difficiles à atteindre avec des marges de manœuvre réduites à la portion congrue, ils expriment également un sentiment d'isolement, avec la difficulté de ne pas être entendus, évoquant le rythme intenable des réorganisations imposées tous les deux ans.

Les jours suivants, certains cadres ont refusé de lire, à leur équipe, le communiqué interne de la direction niant la réalité des faits présentés dans cette enquête d'Envoyé Spécial !

La Poste, quant à elle, reste toujours dans le déni ! Jusqu'à quand ? Jusqu'où ? Comme à France Telecom ?

**Docapost, avec la CGT !**

Les élections à Docapost IOT se dérouleront les 17 et 18 octobre prochains. 95 % des salariés de cette filiale de la Poste sont de jeunes cadres.

A l'issue de ces élections, la CGT doit être représentative afin de pouvoir peser dans toutes les négociations à venir et de construire un rapport de force qui mette les conditions de travail, la qualification, la rémunération et l'emploi au cœur des préoccupations.

La CGT est porteuse de perspectives pour l'ensemble du salariat, y compris chez les ingénieurs et cadres, et cela doit se savoir. La CGT fait des propositions, entre autres, sur l'assurance chômage et sur les retraites.

La CGT invite les cadres à se porter candidat-e et accompagnera chacun-e pour faire campagne et être visible.

Etre inféodé à l'entreprise n'est pas inéluctable. Il est possible de faire autrement !

**Branche Télécoms****Recruter maintenant !**

Lors d'un point presse, Orange France estime qu'« il manque 10 % à 15 % de techniciens et de ressources pour être à l'aise dans le déploiement de la fibre ».

Les sous-traitants seraient aussi en difficultés pour recruter. Et Orange France de souligner que ces ressources supplémentaires manquantes sont également liées à « des raisons économiques », car si le personnel nécessaire avait été recruté, la question de leur avenir se serait posée, une fois le déploiement de la fibre terminée... Joli exercice de style pour dire qu'on en a besoin mais qu'on s'en prive !

La vérité tient dans la volonté d'une externalisation des activités techniques avec des sous-traitants qui recrutent au moins disant social ! Le secteur des télécoms n'est pas en difficulté, il sait servir ses actionnaires et produire des bénéfices, l'ensemble des activités techniques doit rester au sein d'Orange !

**Dernière ligne droite avant les élections !**

Au sein de la CGT, en tant que cadres à Orange, nous revendiquons les moyens humains et économiques pour libérer notre créativité et nous permettre d'apporter notre pleine contribution au développement des services et des technologies qui seront les moteurs de notre futur.

La CGT progresse sur le collège cadre alors même qu'elle n'a pas été en mesure de présenter des candidats cadres sur tous les périmètres aux dernières élections.

Nous devons permettre à l'ensemble de nos collègues cadres de faire entendre leur voix en votant pour la CGT !

Pour ce faire, il nous faut des candidat-e-s cadres aux couleurs de la CGT partout...

Alors, n'hésitez plus à être candidat-e-s CGT en prenant contact avec l'Union Fédérale des Cadres de la CGT-FAPT : [ufc@cgt-fapt.fr](mailto:ufc@cgt-fapt.fr) !

FLASH CADRES



FLASH CADRES

## Échos

### Grève historique aux Finances

Le 16 septembre, les personnels des Finances publiques étaient massivement en grève contre une situation très dégradée à la Direction Générale des Finances publiques (DGFIP) et pour un renforcement du service public fiscal, financier et foncier.

Depuis 2002, c'est plus de 40 000 suppressions d'emplois, sans compter les fermetures de trésoreries, qui étaient de 4 000 à fin 1990 pour 2 000 aujourd'hui. Le gouvernement prépare un plan de déstructuration du réseau territorial sur fond de nouvelles suppressions d'emplois (5 800 au ministère de l'action et des comptes publics dont 4 900 à la DGFIP) pour les 3 ans à venir. De plus des transferts de missions assurées par la DGFIP sont envisagés.

Cette grève s'inscrit dans le cadre de nombreuses luttes, très souvent appuyées par les élus locaux et les usagers.

## L'avenir de l'Humanité

### Enfants solidaires

Selon une étude IPSOS, 62 % des enfants de 8 à 14 ans ont peur de tomber dans la précarité. La crainte de la pauvreté progresse actuellement chez eux en termes de logement, de manque de nourriture et de revenus.

C'est à l'école qu'ils perçoivent cette précarité, même s'ils ne sont pas, eux-mêmes, concernés, chez leurs camarades par leur tenue vestimentaire, par l'absence d'activités culturelles ou de départ en vacances. Cette peur croissante de devenir pauvre (6 enfants sur 10) développe pourtant le besoin de s'engager. Ils expriment leur envie d'agir par solidarité contre cette injustice pour aider les plus précaires.

Certains (34 %) ont déjà été bénévoles pour collecter des jouets pour les plus pauvres. Belle promesse d'un avenir plus altruiste.

### Respect et prise en charge

La protection des mineurs, déjà attaquée du fait de manque de moyens dont se font écho les professionnels de la justice subit une attaque supplémentaire de la part du gouvernement. Les mineurs étrangers qualifiés d'isolés car sans autorité parentale en France viennent d'être renommés mineurs non accompagnés.

Or, c'est bien de l'Aide Sociale à l'Enfance en tant que substitut parental dont ces enfants ont besoin et pas d'un Etat ayant pour objectif une reconduite à la frontière grâce à des contrôles de plus en plus poussés et indécents (fichage des mineurs : empreintes digitales, photos, biométrie). La CGT dénonce cette dérive inacceptable et demande une réelle prise en charge de ces mineurs avec le retrait du fichier biométrique mis en place par la loi [« Asile et Immigration »](#) de 2018.

## International

### Pour un climat de paix !

Le 21 septembre dernier, s'est tenue la journée internationale de la paix, avec des initiatives de collectifs comme « En marche pour la paix » où la CGT est active. Cette journée est placée sous le thème « Action climatique, Action pour la paix » car dans son rapport de 2017, les Nations Unis indiquent que d'ici 2050, ce sont 250 millions de personnes qui seront contraintes à un exil climatique.

Les récents accords (JEFTA, CETA, MERCOSUR...) développent un dumping social et mettent en danger la planète. Nous devons remettre en cause les logiques libérales, pour transformer la société et associer l'urgence de paix et l'urgence climatique. Contre la guerre, des politiques sociales, économiques et environnementales doivent améliorer les conditions faites aux populations, c'est le sens du slogan du collectif national « Pour un climat de paix: stop les guerres, stop les violences, stop la misère ».

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr) espace Cadres

## Échos

### #Balancetafichede paiedeprof !

Les enseignants dévoilent leurs rémunérations sur les réseaux sociaux en guise de protestation à la chronique diffusée sur LCI et titrée « Non, les profs ne sont pas mal payés » qui s'appuie sur un rapport de l'OCDE.

Si le salaire des enseignants est légèrement supérieur à la moyenne de l'OCDE, c'est en intégrant primes et heures supplémentaires.

Les enseignants en école élémentaire, qui ont peu de primes, disposent d'un salaire inférieur à 2 000 €.

Mais le rapport révèle aussi que les professeurs français travaillent plus que la moyenne, avec des classes plus remplies, et que leur salaire a diminué de 6 % entre 2000 et 2018, notamment en raison du gel répété du point d'indice des fonctionnaires.

Les syndicats font des revalorisations salariales leurs priorités.

## Énergie

### Ça gaze ?

Des milliers de kilomètres de gazoducs traversent les continents. D'énormes bateaux transportant du gaz liquide sillonnent les océans de l'Australie à l'Arctique. Au nom de sa sécurité énergétique, l'Europe s'est rapprochée de l'Azerbaïdjan... C'est dans ce contexte marchand que la loi Pacte prévoit la sortie de l'État du capital d'Engie et l'ouverture de sa filiale GRTgaz au secteur privé. GRTgaz gère les terminaux d'importation et la grande majorité des gazoducs français, elle détient les clés de l'approvisionnement en gaz de la France. Cette privatisation signerait le démantèlement de la filière gaz. La CGT dénonce la cession, à des acteurs privés, d'infrastructures stratégiques. Cette opération interroge aussi sur la capacité de la France à engager une véritable transition énergétique, sans se laisser dicter ses conditions par des grands groupes privés et les marchés financiers ?

### Pif contre Hercule

Le projet Hercule, vise à partager EDF en une partie « bleue » intégrant le nucléaire, les actifs hydrauliques, et le transport d'électricité (RTE) et une partie « verte », ouverte aux capitaux privés, qui agrégerait les énergies renouvelables (éolien et solaire), le commerce, le réseau de distribution Enedis et les services à l'énergie Dalkia.

L'appel à la grève de la CGT et des autres organisations syndicales a été particulièrement suivi, car les personnels sont persuadés que ce n'est pas en vendant EDF « à la découpe » que l'on dessinera l'avenir du service public de l'électricité, bien de première nécessité et clef du défi climatique. C'est avant tout une question de projet industriel et de capacité à investir. Si Hercule venait à passer ce serait EDF qui trépasserait...

## Égalité

### Une mesure qui ne fait pas le poids

À partir du 2 septembre, les entreprises de plus de 250 salariés devront aussi mesurer l'égalité femmes-hommes.

La publication de l'index égalité est déjà une obligation pour les 1 253 entreprises de plus de 1 000 salariés. En dessous de la note de 75, les entreprises sont en faute et il y en a 238, presque une sur cinq, qui n'a pas obtenu une note minimum.

Pour la CGT, cet index est trop vague car les entreprises ne publient pas les écarts de rémunération entre leurs salarié·e·s mais seulement la note globale obtenue à l'index.

Les salarié·e·s, les représentants du personnel et même l'inspection du travail n'ont pas accès au détail des calculs.

La CGT est intervenue auprès du ministère afin de corriger les paramètres obscurs relevés dans les décrets.